



**ARGENTINE**



**D 2042 • Ar2**  
1-15 janvier 1996

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**MOTS-CLEFS**  
Église catholique  
Hiérarchie  
Dictature  
Disparus  
Répression  
Droits de l'homme  
Vatican

# **DES GROUPES DE SOUTIEN AUX MÈRES DE LA PLACE DE MAI ÉCRIVENT AU PAPE**

*DIAL a publié de nombreux textes relatifs au combat mené depuis tant d'années par les Mères de la place de Mai. Le feu de la douleur couve toujours dans les coeurs, car le temps ne semble pas refermer la plaie ouverte par la dictature. Du moins aussi longtemps que justice n'est pas faite. Alors que l'on parle tant des méfaits causés par la pratique de l'impunité dans de nombreux pays d'Amérique latine, il est bon de rappeler, comme le font ici les groupes de soutien aux Mères de la place de Mai, que l'impunité n'est pas une spécialité réservée à des sociétés qui n'arrivent pas à se libérer franchement du poids que continuent de faire peser sur*

*elles le comportement des militaires jadis au pouvoir, mais qu'elle sévit aussi dans l'Église. Dans le "peuple de Dieu" comme dans la société civile, il ne peut y avoir réconciliation sans vérité.*

*Texte d'une lettre adressée au pape en date d'octobre 1995 par des groupes de soutien aux Mères de la place de Mai, en provenance de différents pays : Allemagne : Berlin ; Australie : Melbourne et Sydney ; Canada : Montréal ; Danemark : Copenhague ; Espagne : Almeria, Barcelone, Madrid, Reus ; France : Paris, Toulouse ; Hollande : Amsterdam ; Italie : Florence, Milan, Rome, Vérone.*

Très Saint-Père,

Les récentes révélations de plusieurs responsables directs du génocide argentin et l'aveu ultérieur des hauts gradés des forces armées et de la police, ont confirmé au monde leur culpabilité criminelle, mais aussi la complicité de la hiérarchie de l'Église catholique. Nous ne pouvons pas rester indifférents devant la gravité d'un tel fait, et c'est ce qui nous a décidé à vous écrire.

Les signataires ci-dessous avons créé dans divers pays à travers le monde des groupes de soutien aux Mères de

la place de Mai d'Argentine, qui portent leur croix depuis presque vingt ans en exigeant justice pour leurs enfants disparus. Avec un immense courage, elles ont transformé leur souffrance en amour et en une puissante force de résistance devant tant d'injustices. Elles défendent la vie et ses droits inaliénables et sont aux côtés des persécutés, des marginalisés, des plus petits de la société, en leur apportant à tous leur message d'espérance. Pour faire taire ces voix et cette mémoire, les militaires ont aussi fait disparaître quelques Mères, mais ni

ces crimes, ni les menaces ni les poursuites actuelles n'arrivent à les intimider. L'autorité morale des Mères, fruit de leur cohérence de vie et des valeurs éthiques qui la régissent, a déjà été reconnue au cours des années dans les milieux les plus divers, et dans les forums internationaux. Parmi eux, citons le Parlement européen qui leur a attribué le prix "Sakharov pour la liberté de l'esprit".

Toutefois, nous constatons avec tristesse que le témoignage des Mères argentines continue à ne pas être entendu par les représentants de votre

Sainteté. Depuis 1976, la majorité des évêques de la Conférence épiscopale argentine a toujours refusé de les recevoir quand elles demandaient désespérément où se trouvaient leurs enfants. La cathédrale de Buenos Aires, sur la place de Mai, leur a fermé ses portes quand elles étaient poursuivies par la police et qu'elles demandaient protection. Il en est de même dans la parabole du bon Samaritain, où le prêtre et le lévite passèrent loin de l'homme maltraité et blessé (Luc 10, 30-35).

Les Mères ont pu seulement échanger quelques mots avec votre Sainteté au cours des audiences générales, et n'ont jamais pu obtenir une audience privée. Les refus réitérés ont fait suite aux informations que le Vatican a sollicitées du nonce apostolique en Argentine, Mgr. Pio Laghi, qui a conseillé de ne pas les recevoir parce qu'elles étaient "communistes".

Saint-Père, l'image des Mères qui vous a été transmise par les évêques et par le nonce, ne correspond pas à la réalité. Les Mères n'obéissent à aucune structure politique partisane, et elles revendiquent - par des méthodes non-violentes - une cause profondément humaine et évangélique. Leurs enfants s'opposaient à la dictature militaire et à un système radicalement injuste et oppresseur, en recherchant un changement socio-politico-économique basé sur des principes éthiques. Comme toute personne humaine, ils étaient dignes du plus grand respect, et si l'un d'entre eux avait été accusé d'un délit quelconque, il aurait dû être jugé avec toutes les garanties légales mais en aucun cas torturé et assassiné impunément en faisant disparaître son corps.

Ces jeunes - les 30 000 disparus - ont été victimes du terrorisme d'État instauré par les forces armées en mars 1976, avec la complicité de la hiérarchie de l'Église catholique. Au nom de la "doctrine de la sécurité nationale", la junte militaire a agi comme les nazis il y a quelques décennies, et a élaboré un plan pour exterminer son pire ennemi : le communisme. Tous les opposants politiques et les militants des groupes populaires, de même que des prêtres, des religieux et des laïcs,

signalés comme des éléments dangereux, ont été étiquetés marxistes, subversifs ou terroristes, et condamnés à mort. La méthode adoptée par les militaires chrétiens intégristes dont la plupart suivaient les "cours de chrétienté", a été la disparition forcée des personnes. Au nom de Dieu, on les a séquestrés, torturés (y compris enfants et personnes âgées), assassinés, on a fait disparaître les corps et saccagé les maisons. Les exécutions furent "décrétées" et accomplies systématiquement. "Tous ceux pour qui c'est nécessaire mourront" avait déclaré publiquement le général Jorge Videla, qui présidait la junte du gouvernement. Pour lui et ces fidèles, ce fut comme une "croisade" destinée à sauver la "civilisation occidentale et chrétienne".

Bien que le silence de toutes les autorités sur le sort des disparus fut total, on ne peut pas contester les dénonciations des témoins de ces abominables faits recueillies par les Mères, par d'autres organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, ainsi que par la Commission nationale qui a enquêté sur les disparitions et a publié en 1984 un rapport intitulé "Nunca más" (Plus jamais).

Ces faits terrifiants, Très Saint-Père, suscitent une énorme consternation, et notre indignation augmente devant le rôle joué par une partie de la hiérarchie de l'Église dans cette page tragique de l'histoire argentine. Le plus grave a été qu'elle a légitimé le coup d'État en recelant par un silence complice les atrocités commises par les militaires. On a périodiquement publié des déclarations non équivoques du vicaire général des armées de l'époque, Mgr. Adolfo Tortolo, de l'archevêque d'alors, Mgr. Antonio Plaza ainsi que de quelques autres personnalités ecclésiastiques de haut niveau promues depuis au cardinalat : Mgrs. Pio Laghi, Antonio Quarracino, Juan Carlos Aramburu. Les évêques continuent à receler le comportement inconcevable de ses membres ayant collaboré à la répression, certains même activement. Nous considérons que ces faits ne furent pas sporadiques, ni des attitudes individuelles, mais des réponses à des

normes de conduite adoptées par leurs supérieurs, comme les aumôniers militaires qui obéissaient aux vicaires généraux des forces armées. Nous citons quelques cas : l'aumônier militaire Christian von Wernich, qui a participé au transfert et à la mort de six détenus-disparus, encourageant "spirituellement" les militaires assassins. Quelques survivants ont dénoncé la présence de la hiérarchie de l'Église catholique dans des camps clandestins de détention : le nonce Mgr. Pio Laghi, ainsi que Mgr. Antonio Plaza qui encourageait les torturés à se confesser sous peine de tortures encore plus grandes. Ce grand ami du général Camps, exterminateur de 5 000 Argentins, de même que l'ancien archevêque de Cordoba, le cardinal Raúl Francisco Primatesta, demandaient les listes des élèves et des enseignants de leurs collèges catholiques qui manifestaient des tendances politiques et les donnaient ensuite aux militaires. Mgr. Tortolo, président de la Conférence épiscopale, était un ami du général Videla et il connaissait la liste de tous les disparus. Mgr. Emilio Graselli collaborait activement avec les militaires et tenait le fichier des disparus dans la chapelle Stella Maris de la marine. D'autres prêtres ont été vus également dans ces cercles infernaux et leurs noms sont connus. L'Église ne peut pas dire qu'elle ne savait pas. Ce ne sont pas seulement quelques uns de ses membres qui ont été compromis dans le génocide, mais l'institution elle-même, celle qui a oublié le cri de l'évangile : "Hypocrites ! N'avez-vous toujours pas entendu ces paroles de l'Écriture. Je veux la miséricorde et non les sacrifices ?"<sup>1</sup>.

Toutefois, des voix prophétiques se sont élevées dans l'Église, et nous nommons ici, avec un profond respect, les évêques de Neuquén, Mgr. Enrique De Nevares ; de Santa Fe, Mgr. Vicente Zaspé ; de la Rioja, Mgr. Enrique Angelelli ; de Quilmes, Mgr. Jorge Novak et Viedma, Mgr. Miguel Angel Hesayne qui a refusé de donner la communion aux criminels dans son

1 - Voir note 2 en fin de texte.

diocèse. Eux-mêmes et d'autres prêtres, des religieux et des religieuses ainsi que des laïcs ont été proches des victimes et ont eu le courage de dénoncer ce qui se passait. Certains ont été assassinés dont deux évêques, Mgr. Angelelli et Mgr. Ponce de León. L'attitude de la hiérarchie de l'Église devant tant d'horreur fut l'indifférence et l'incrédulité, et s'est traduite en appels incessants au pardon et à la réconciliation, alibis expiatoires de ceux qui justifient les crimes commis par ceux qui ne se repentent absolument pas de ce qu'ils ont fait. Ne confondons pas, toute cette attitude porte un nom : l'impunité ! Elle a permis aux gouvernements constitutionnels la promulgation des lois et des grâces qui ont libéré tous les criminels. Les Mères n'oublient pas et ne se taisent pas. Elles défendent les valeurs morales et évangéliques que la hiérarchie ecclésiastique devrait représenter et prêcher. Les longues années de fermeté et de courage ont fait d'elles la conscience éthique du pays. Des milliers de jeunes suivent aujourd'hui les Mères. Ils sont comme leurs nouveaux enfants puisqu'ils rêvent comme elles d'une nouvelle société dans laquelle on respecte la dignité humaine, d'où la misère de la majorité, l'impunité des assassins, la corruption et l'avilissement de l'autorité constitutionnelle seraient absents.

Avec les Mères, nous exigeons la justice. Nous demandons que les assassins, leurs complices et receleurs, qu'ils soient militaires, civils ou ecclésiastiques, soient jugés et condamnés par les tribunaux correspondants. C'est une supercherie de croire qu'en occultant les péchés des ecclésiastiques on évitera le scandale et que les fidèles ne s'éloigneront pas de Dieu. Paradoxalement, c'est ainsi que l'effet contraire se produit. L'apôtre Pierre ne se lassait pas de confesser publiquement, en répétant avec une grande liberté intérieure, qu'il avait renié lâchement le Seigneur. Cette capacité à reconnaître ses propres misères, de découvrir que seul le Christ était le roc

solide, a fait de Pierre, à son tour, le fondement de l'Église.

Le Vatican, Saint-Père, est intervenu dans beaucoup de cas sur des questions doctrinales et morales en déposant de leurs charges éducatives ou pastorales des prêtres et des évêques. Ne doit-il pas, à plus forte raison, juger ses membres en sanctionnant leur complicité dans des crimes de milliers d'êtres humains si délibérément et systématiquement planifiés ? Le tribunal canonique aurait déjà dû appliquer les peines et sanctions correspondantes, mais nous constatons, déconcertés et scandalisés, que non seulement il ne l'a pas fait, mais que certains de ces ecclésiastiques ont été nommés par la Curie vaticane à des charges supérieures. Mgr. Pio Laghi, après avoir été aux États-Unis comme nonce, a reçu le chapeau de cardinal et occupe maintenant des charges importantes au Vatican.

Cette situation, Très Saint-Père, crée beaucoup d'inquiétude et de méfiance. La Conférence épiscopale argentine continue à ne pas assumer sa responsabilité dans l'éclaircissement des fautes de ses propres membres, et elle a promis, dans quelques mois, de faire son "mea culpa" en reconnaissant ce dont elle est coupable, devant la société argentine<sup>3</sup>. La crédibilité dans la hiérarchie est maintenant en jeu. Mais il y a du temps pour la conversion. Jésus s'est identifié à toutes les victimes de ce monde, aux persécutés, aux exclus, et continue à crier aujourd'hui, comme il y a presque 2 000 ans sur le chemin de Damas, à Saül, le pharisien intolérant : "Saül, Saül, pourquoi me persécutes-tu ?" (Act. 9, 4-5). Est-ce que la hiérarchie épiscopale argentine entendra cet appel du Seigneur ?

Au nom de tant de sang versé, de tant de frères assassinés comme des nouveaux Christ, au nom de tant de souffrance des Mères, nous vous disons, Saint-Père, que nous croyons à l'utopie de paix des Mères, et avec elles, malgré nos limites et notre petitesse, nous continuerons à être la mémoire en multipliant nos voix et notre solida-

rité pour qu'un jour nous soyons écoutés et que finalement la justice triomphe.

Notre espérance - n'est-ce pas aussi la Vôtre, Saint-Père ? - est qu'un jour, comme le dit le psaume 85, il soit possible que la Vérité et l'Amour se donnent rendez-vous. La justice marchera devant en traçant le chemin... et embrassera la paix.

*En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

*2 - Certaines affirmations contenues dans ce paragraphe (voir L'honneur perdu des évêques argentins, Cahiers de l'Association internationale contre la torture, Genève, 1987) sont exagérées, voire inexactes : elles sont "explicables" par le climat passionnel toujours vif aujourd'hui. Il faut dire que les complicités passées ainsi que les atterroissements présents de nombreux membres de la hiérarchie catholique argentine ne peuvent évidemment qu'encourager la persistance d'un tel climat.*

*Sans entrer dans le détail de tous les cas et noms cités dans ce paragraphe, on peut faire quelques remarques sur deux d'entre eux. En ce qui concerne Mgr Laghi, on se référera au texte du célèbre avocat argentin E. Mignone, publié dans DIAL D 1986 où on peut lire : "Il était notoire que Mgr Laghi se sentait affecté par la répression clandestine instaurée par le régime militaire, et qu'il a contribué à sauver quelques vies. Plus encore : lors de la première rencontre, il m'a déclaré, très nerveux : "Ce gouvernement est un gouvernement de criminels" (...) Lors de la deuxième entrevue, Mgr Laghi a ajouté qu'il se sentait menacé par le régime et qu'il craignait pour sa vie (...) Malgré ses efforts humanitaires, je n'ai aucun doute sur le fait que Mgr Laghi, contrairement à ce qu'il dit aujourd'hui, était parfaitement au courant - en raison des dénonciations qu'il recevait - de ce qui se passait, à savoir que des milliers d'Argentins se trouvaient alors soumis à des supplices dans des centres clandestins de détention des forces armées..."*

*Quant à Mgr Toronto, président de la Conférence épiscopale et vicaire aux armées, il déclarait : "Je n'ai pas de preuve déterminante que les droits de l'homme soient effectivement violés dans notre pays. J'en entends parler; on le dit; cela ne m'apparaît pas" (La Nación du 15/10/76). Toujours selon lui, le gouvernement recevait une "grâce spéciale appelée grâce d'état, c'est-à-dire que Dieu assiste nos gouvernants". (cf. DIAL D 1966 et D 361).*

*3 - Voir DIAL D 2043.*

**DIAL • 38, rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

**Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F**

**Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.**